

Jean-Pierre BABONNEAU
Directeur Délégué du site

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Pascal VITTECOQ
Responsable du département
Travaux, Prestations
techniques, Énergie du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
☎ 02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
CH de la Risle
Christophe MARTIN
Responsable Travaux
02 32 41 64 88
[Christophe.martin@ch-pont-
audemer.fr](mailto:Christophe.martin@ch-pont-audemer.fr)

Fabien PLATEL
02 32 41 65 85
[fabien.platel@ch-pont-
audemer.fr](mailto:fabien.platel@ch-pont-audemer.fr)

Richard FRAS
Acheteur
02 32 41 64 75
[Richard.fras@ch-pont-
audemer.fr](mailto:Richard.fras@ch-pont-audemer.fr)

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Tranche 2 Travaux de rénovation et extension de L'EHPAD les 4 Saisons

Numéro de la consultation : 25DTP018

PROCÉDURE ADAPTÉE

Selon les articles L 2123-1 & R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD la Belle Etoile de Montivilliers
- EHPAD les Escales du Havre

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet des travaux d'embellissement des façades, création d'une cage d'ascenseur, et travaux de VRD nécessaires à la rénovation de l'EHPAD de Pont-Audemer "Les 4 saisons".

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

CODES	DESCRIPTION
45000000-7	Travaux de construction
45313000	Travaux d'installation d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques
45311200-2	Travaux d'installations électriques
45430000-0	Revêtement de sols et de murs
45442100-8	Travaux de peinture
45421000-4	Travaux de menuiserie
45261210-9	Travaux de couverture
45112500-0	Travaux de terrassement

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée, en application des articles R. 2123 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le présent marché est un marché public de travaux, en application de l'article L. 1111-2 du Code de la Commande Publique. Le montant maximum du marché est fixé à 999 300.00 €.

3.5 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.6 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer).

Lieux d'exécution : L'EHPAD les 4 saisons est en direction commune avec le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
64 route de Lisieux
27500 Pont-Audemer

3.7 Décomposition

3.5.1 Allotissement

La présente consultation est allotie en 9 lots :

- Lot 1 : Rénovation des façades :
- Lot 2 : VRD / Espaces verts
- Lot 3 : Gros œuvre
- Lot 4 : Etanchéité
- Lot 5 : Menuiserie extérieures
- Lot 6 : Menuiserie intérieure
- Lot 7 : Electricité
- Lot 8 : Ascenseur
- Lot 9 : Peinture et Sol souple

3.5.3 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.8 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.9 Variante

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de la date d'émission de l'ordre de service de préparation de chantier et pour une période de 12 mois. Cette durée de marché comprend une période de 2 semaine de préparation de chantier. Le marché prend fin à la date de réception définitive des travaux.

Le planning de chantier et les CCTP de chaque lot détaillent les durées et modalités des travaux selon les corps d'état concernés et l'estimation de durée du chantier prévu.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les cahiers des clauses techniques (CCTP) dont les exemplaires uniques conservés par le pouvoir adjudicateur font seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG-Travaux) applicable aux marchés de travaux ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les Ordres de service. ;

Article 6 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES GÉNÉRALES

6.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

En application de l'Article R324-4 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'Article 324-4 du Code du Travail.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'Article R.341-30 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

6.2 Sécurité et hygiène

Le prestataire exécutera le marché dans les conditions de sécurité et d'hygiène indiquées par les textes et les normes en cours et s'obligera à suivre la parution des nouveaux textes et normes qu'il devra mettre en œuvre. Il en informera le Groupement Hospitalier de Territoire.

6.2.1 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Un plan général de coordination est joint à la présente consultation dans le livret d'accueil.

A – Principes généraux

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

6.2.2 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle des Services Techniques de la ville de Pont-Audemer

Elle doit être conforme à l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'Arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine. La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

6.2.3 Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées au CCAG-Travaux qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

Déploiement de toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des biens, des résidents et des usagers y compris le maintien de la propreté des voiries concernées.

6.3 Le maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est le Centre Hospitalier de la Risle, représenté par Monsieur Jean-Pierre BABONNEAU, Directeur délégué.

Centre Hospitalier de la Risle

Adresse physique : 64 route de Lisieux – 27500 – Pont-Audemer

Tél : 02.32.41.64.64

Les représentants de la Direction des Travaux et du Patrimoine du Centre Hospitalier de la Risle, sont :

Christophe MARTIN : 06.28.11.37.83

Fabien PLATEL : 06.25.62.75.67

6.4 Traitement des déchets

Les prestations incluent le tri des déchets et leur transfert vers les filières de valorisation et de recyclage ou d'élimination conformes à la réglementation (notamment celle du plan départemental des déchets de BTP).

6.5 Visites préalable sur site

Durant la période de consultation, des visites du site seront planifiées avec les candidats afin de leur permettre de réaliser leur propre appréciation des locaux et installations faisant l'objet des travaux prévus au marché, ainsi que leur situation dans l'établissement.

Les candidats retenus sont réputés être parfaitement informés de la constitution du site du Centre Hospitalier de la Risle, EHPAD les 4 saisons situé au 64 route de Lisieux, 27500 Pont-Audemer. Le candidat déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer l'exécution du marché.

6.6 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des produits, matériaux et composants des matériaux dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autres), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément au CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 (trente) jours qui suivent la notification du marché.

6.7 Caractéristiques, Qualités, Vérification, Essais, et épreuves des matériaux et produits

6.7.1

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications ; essais et épreuves tant quantitatives que qualitatives sur le chantier.

6.7.2

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.7.3

Le Maître de l'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justifications des dépenses,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

Toutefois, par dérogation aux dispositions à l'article 24 du CCAG-Travaux, il est précisé que les frais d'essais et de vérifications sont à la charge de l'entrepreneur si le résultat fait apparaître que les matériaux, produits et composants ne sont pas conformes aux stipulations du marché.

6.7.4

En complément du CCAG-Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne pourra être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB.

Article 7 MODALITES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Délais d'exécution

La durée des travaux est de 12 mois.

Le point de départ du délai d'exécution est fixé à compter de la date d'émission de l'ordre de service de préparation de chantier.

Ce délai de réalisation s'entend Hors contexte sanitaire exceptionnel, intempéries ou demande particulière de la maîtrise d'ouvrage.

7.2 Période de préparation

Pendant la préparation du chantier, le Titulaire du marché devra étudier les possibilités d'accès au chantier ainsi que les itinéraires praticables, en particulier dans le cas d'utilisation d'engins de terrassement et de véhicules volumineux, l'emplacement des stockages du matériel et des matériaux ainsi que des gravois et l'accessibilité de ces matériaux.

Il est précisé qu'il y aura une période de préparation **d'une durée de 2 semaines** dans le délai d'exécution, notifiée par ordre de service.

7.2.1 Composition de la période de préparation

- Établissement et présentation au Visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu au CCAG-Travaux ;
- Établissement des plans d'exécution des ouvrages ;
- Établissement et présentation du plan de prévention ;
- Participation à l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- Présentation des échantillons.

7.2.2 Documents établis par le titulaire durant la période de préparation

Les documents établis par l'Entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux seront soumis au Visa du Maître d'œuvre 3 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Sur le projet des installations de chantier devront figurer :

- Les plans
- liste du matériel et matériaux à mettre en œuvre ;
- appareillage et fourniture correspondante à celle arrêté pour le marché ;
- Liste éventuelle des sous-traitant;
- Plan Général de Coordination;
- l'emplacement des bureaux de chantier ;
- l'emplacement des monte - matériaux s'il y a lieu ;
- les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage à l'air libre ;
- les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité, d'assainissement ;
- les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches) ;
- l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie ;
- les zones de mise en dépôt provisoire zones d'accès interdites ;
- les accès à partir de l'entrée du chantier ;
- les lieux de dépôt des déblais en excédent ;
- tous détails non énumérés ci-dessus mais que l'entrepreneur jugerait bon d'ajouter pour la facilité de son installation.

7.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détails

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées devront être établis par l'entrepreneur.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art.

Les plans et études de détails complémentaires éventuellement établis par les soins ou à la diligence de l'entrepreneur seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur ne peut commencer l'exécution qu'après avoir reçu l'approbation ou le Visa du Maître d'œuvre sur les documents visés ci-dessus.

L'Entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution les soumet, avec les notes de calculs y afférentes et les spécifications détaillées au Visa du Maître d'œuvre qui les lui retourne avec ses observations éventuelles.

Ces documents sont fournis en 1 exemplaire au format numérique.

7.4 Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

7.5 Permis de feu

L'entreprise titulaire devra effectuer pour les travaux de soudure, brasure, découpe, etc, une demande de permis de feu au service technique de l'EHPAD les 4 saisons ou son représentant.

Le non-respect de ce permis de feu peut entraîner l'éviction temporaire sans préavis de l'entreprise.

7.6 Plan de prévention

Il sera établi un plan de prévention avant tout début de chantier.

7.7 Autorisation de travaux

Avant toute intervention sur le chantier, l'entreprise prend toutes les dispositions auprès de l'EHPAD les 4 saisons ou son représentant, afin d'obtenir les autorisations nécessaires pour effectuer les installations de chantier et l'exécution des travaux.

7.8 Calendrier prévisionnel

A – Le calendrier détaillé de réalisation est élaboré par le responsable de l'OPC (Ordonnancement - Pilotage – Coordination des Travaux) après consultation de l'entrepreneur titulaire.

B – Le délai de réalisation commence à courir à **la date de notification** de l'ordre de service.

C – Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur concerné, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai de réalisation fixés lors de la mise au point du marché.

D – Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié est notifié par un Ordre de Service à l'entrepreneur.

7.9 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables. Le Titulaire du marché est tenu de signaler au Maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, tout événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution avec toutes justifications permettant au Maître d'œuvre de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées.

7.10 Réception des travaux

Le Titulaire du marché est chargé d'aviser la personne responsable du marché de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

La réception des ouvrages aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'ensemble des travaux considérés ou de la partie de l'opération pour laquelle un délai partiel de livraison a été expressément fixé. La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de chaque étape.

Les réceptions des ouvrages sont actées par l'émission des procès-verbaux de réception des travaux, pour chaque lot.

La date du PV de réception des travaux fera partir les garanties légales :

- garantie d'un an pour tous travaux,
- garantie de deux ans pour les équipements
- garantie décennale pour les travaux de bâtiments.

7.11 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrages

Seul le Cahier des clauses administratives générales travaux est applicable.

7.12 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

La zone de la voie pompière continuera à être exploitée durant toute la durée du chantier. Livraison journalière du linge deux fois par jour, Evacuation des déchets de l'EHPAD 2 fois par semaine (entre 5 et 6 heures le lundi et le jeudi). La voie pompière devra être dégagée tous les jours.

7.13 Délais de garantie

7.13.1 La garantie de parfait achèvement :

Le délai de garantie de parfait achèvement est de 1 an à compter de la date de réception des prestations. Il s'applique selon les dispositions du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, au cas où un dommage surviendrait pendant le délai de garantie, la garantie pour les parties réparées sera prolongée d'un an.

7.13.2 La garantie pour vices cachés :

Les garanties, ne font pas obstacle à ce que le maître d'ouvrage soit en droit de rechercher la responsabilité du titulaire sur le fondement de la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 à 1649 du code Civil, qui sont et restent applicables au présent marché.

7.13.3 La garantie de bon fonctionnement :

Les articles 1792 et suivants du Code Civil relatifs à la garantie de bon fonctionnement sont applicables au présent marché.

7.13.4 La garantie décennale :

Les dispositions relatives à la garantie décennale, prévues par l'article 2270 du Code Civil, sont applicables au présent marché

7.14 Documents à fournir à l'issue de l'exécution

Le document à fournir à l'issue de l'exécution du chantier sont détaillés dans les CCTP.

Article 8 PRIX DU MARCHÉ

8.1 Caractéristiques des prix

Les règlements sont effectués sur la base de l'offre de prix du titulaire décomposée au DQE (l'entrepreneur ne peut sous aucun prétexte, revenir sur les conditions consenties dans son offre et dans ses devis) auquel s'ajoutera éventuellement les demandes expresses de la maîtrise d'oeuvre (justificatif écrit à produire impérativement). Au montant ainsi obtenu s'ajoutera le taux de la TVA en vigueur.

Les prix unitaires et forfaitaire sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de lieux d'exécution, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

8.2 Révision des prix

Conformément aux articles R. 2112-13 et R. 2112-14 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou la baisse, à l'issue de première mois d'exécution du marché pour une application à compter de la période suivante, puis tous les mois jusqu'à la fin du marché.

La demande de révision de prix du titulaire devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier électronique ou papier en recommandé avec accusé de réception, au plus tard le 5 du mois précédent l'entrée en vigueur de la révision accompagnée avec la facture ou la situation d'avancement du mois. (ex : pour une révision au 1er Janvier, la demande de révision doit parvenir au Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) au plus tard le 5 décembre).

Les prix du présent marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de la dernière offre. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I)$$

(I o)

I est la dernière valeur connue au mois de facturation

Io est la valeur au mois zéro

Liste des coefficients :

- Lot 1 : Rénovation des façades : 70 % BT19b / 30 % BT 52
- Lot 2 : VRD / Espaces verts 100 % BT 02
- Lot 3 : Gros œuvre 100 % BT06
- Lot 4 : Etanchéité 100 % BT53
- Lot 5 : Menuiserie extérieures 100 % BT27
- Lot 6 : Menuiserie intérieure 100 % BT 18a
- Lot 7 : Electricité 100 % BT47
- Lot 8 : Ascenseur 100% BT 48
- Lot 9 : Peinture et Sol souple 50 % BT 46 / 50 % BT10

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise de la dernière offre. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Article 9 AVANCE

Des avances pourront être versées au titulaire dans les conditions prévues à l'article 10, option B, du CCAG-Travaux.

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire à l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des articles R. 2191-3 du Code de la Commande Publique.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

9.2 Garanties financières de l'avance

Dans l'hypothèse où l'entreprise souhaite recevoir l'avance, il sera demandé la constitution d'une garantie à première demande en application de l'article R. 2191-8 du Code de la Commande Publique.

Article 10 GARANTIES FINANCIÈRES

Il sera appliqué, sur les sommes dues à titre d'acompte, une retenue de 5% destinée à garantir le Maître d'Ouvrage du paiement des sommes dont ce dernier pourrait être créancier à un titre quelconque dans le cadre du marché.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, ou si le maître de l'ouvrage en est d'accord par une caution personnelle et solidaire.

Celle-ci sera complétée en cas d'avenant.

La retenue de garantie, la garantie à première demande ou l'engagement de caution sont libérées dans le délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie visé au CCAG-Travaux, sauf si le maître de l'ouvrage a signalé à l'entrepreneur et à la caution, par lettre recommandée que l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations.

Article 11 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ET DECENNALE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile, professionnelle et décennale. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11.1 Les titulaires et les sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudice causé à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation au CCAG-Travaux, leurs polices doivent apporter les minimas de garantie définis ci-après :

Pendant les travaux :

- Dommages corporels : 8 000 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels : 1 500 000 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 100 000 €

Après les travaux :

- Tous les dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000€ dont dommages immatériels non consécutifs : 100 000€.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

11.2 Les titulaires et les sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les Articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'Annexe I de l'Article A243-1 de la loi précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

Article 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le financement du marché est assuré à 100 % par subvention, sans recours aux fonds propres des établissements membres du GHT de l'Estuaire de la Seine.

L'établissement, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

12.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le calcul des décomptes, factures ou mémoires sera effectué par le système de gestion informatique de l'établissement du Groupement Hospitalier de Territoire sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès de la Direction des Services Economiques.

12.3 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-Travaux.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date d'exécution des prestations
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète
- le montant hors taxe des services en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-Travaux, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront déposées via chorus pro (<http://chorus-pro.gouv.fr>) sous le code service : **0301**.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-Travaux.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de

l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

12.4 Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément aux articles R. 2192-27 et suivant du Code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Lorsqu'un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement les articles L. 2192-10 à L. 2192-14 du Code de la commande publique sont applicables.

12.5 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 13 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant, sans planché ni plafond. Par dérogation du CCAG-Travaux, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

13.1 Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 500 (cinq cents) Euros par jour calendaire.

13.2 Pénalités pour retard

Indépendamment des mesures coercitives prévues à l'article 48 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux entrepreneurs de travaux, au cas où ils ne se conformeraient pas aux dispositions de leurs marchés respectifs et ordres de services particuliers y afférents, des pénalités pour retard dans l'exécution des travaux pourraient leur être appliquées sur simple confrontation entre les dates de terminaison des ouvrages et celles prévues au planning pour l'exécution des travaux ou sur l'ordre de service. Il peut être opéré un abattement de 160 € HT par jour calendaire de retard non justifié par écrit avec demande d'avis de réception postal (les congés payés ne pouvant être retenus comme cas de force majeure) et ce, sans mise en demeure préalable.

13.3 Rendez-vous de chantier

L'entreprise est tenue d'assister ou de se faire représenter au rendez-vous de chantier. En cas de retard de plus d'une heure, une pénalité de 80 € hors taxes par absence ou retard sera appliquée et elle sera retenue sur les mémoires.

13.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, dans le délai de dix (10) jours comptés à la date d'achèvement des opérations préalables à la réception des travaux, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par lettre, sans préjudice d'une pénalité de 160 € hors taxes par jour calendaire de retard.

13.5 Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG devront être remis au Maître d'ouvrage à la date des opérations préalables à la réception des travaux, sous peine d'application d'une pénalité de 160 € HT par jour calendaire de retard dans la remise.

13.6 Hygiène sur le chantier :

Outre la mise en régie au frais du titulaire d'une société pour pallier la carence constatée, le titulaire du marché défaillant se verra appliquer une retenue :

- **Infraction mineure** : non-respect des mesures minimales demandées dans l'analyse de risques. La retenue sera de 160 € hors taxes par infraction constatée.
- **Infraction majeure** : non-respect des mesures

13.7 Tri des déchets de chantier

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes et ses obligations de tri encourt, sur constatation de la maîtrise d'œuvre, après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité de 500 (cinq cents) Euros par infraction.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités ne sont pas libératoires et s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 14 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du dossier de consultation ou si le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, les établissements du GHT se réservent le droit de faire exécuter les prestations concernées par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 15 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de travaux prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché
- des adaptations techniques éventuelles.
- la modification du prix, en dehors du cadre de la révision des prix prévue à l'article 8 du CCAP, dans le cadre de l'application de la théorie de l'imprévision ou de la mise en oeuvre de l'article R 2194-5 du code de la commande publique.

Article 16 TRAVAUX SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique et si le GHT en avait le besoin, un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des travaux similaires exécutées par le titulaire. Ces marchés ne pourront être conclus pour une durée supérieure à trois ans.

Article 17 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 18 LITIGES

18.1 Election de for

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

18.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

Article 19 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux
Article 8	Prix du marché	Dérogation à l'article 9 du CCAG-Travaux
Article 13	Pénalités	Dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux
Article 14	Exécution par défaut	Dérogation à l'article 52 du CCAG-Travaux

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

A Pont-Audemer, le 13 septembre 2024